

Recherches sociographiques



Jean-François CARDIN, *Comprendre Octobre 1970 : le F.L.Q., la crise et le syndicalisme*

Louis Favreau

Volume 32, Number 3, 1991

Femmes et reproduction

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056650ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056650ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Favreau, L. (1991). Review of [Jean-François CARDIN, *Comprendre Octobre 1970 : le F.L.Q., la crise et le syndicalisme*]. *Recherches sociographiques*, 32(3), 470–473. <https://doi.org/10.7202/056650ar>

Il n'est pas question de reprocher au responsable du dossier d'avoir négligé de faire ce qu'il n'avait pas l'intention de faire. Toutefois, il est impossible de ne pas remarquer les insuffisances de son entreprise. En donnant à sa publication une portée strictement minimale, il a pris le risque de la voir demeurer d'utilité limitée, se trouvant pratiquement réservée aux « initiés » déjà bien informés et aptes à formuler une opinion sur le déroulement des événements. En ne se prêtant pas au jeu des interprétations explicites, Roch DENIS a sans doute fait preuve de prudence, mais il a probablement réduit son travail « pédagogique » à la zone de l'indiscutable.

Raymond HUDON

*Département de science politique,
Université Laval.*

Jean-François CARDIN, *Comprendre Octobre 1970: le F.L.Q., la crise et le syndicalisme*, Montréal, Méridien, 1990, 226 p.

Jean-François Cardin, historien de formation, a d'abord entrepris, en vue d'un mémoire de maîtrise (Université de Montréal, 1985), une recherche sur Octobre 1970 sous l'angle des mouvements sociaux dans la société québécoise de cette période. De façon plus spécifique, il y met en interaction, entre eux et avec les gouvernements (Québec et Ottawa) au moment de la Crise d'octobre, le Front de libération du Québec (F.L.Q.) et le mouvement syndical. Avec le livre *Comprendre Octobre 1970*, il présente « une version retravaillée [...] mais non diluée quant au fond » de ce mémoire. L'auteur se situe dans le prolongement de ceux qui se sont déjà penchés sur la question, tels François CYR et Rémi ROY (*Éléments d'histoire de la F.T.Q. : la F.T.Q. et la question nationale*, 1981) ou Louis FAVREAU et Pierre L'HEUREUX (*Le projet de société de la C.S.N. de 1966 à aujourd'hui*, 1984).

Comprendre Octobre 1970 dégage les éléments essentiels d'une période « chaude » de notre histoire, d'autant plus difficile à cerner qu'il s'agit d'une page fort récente et particulièrement intense pour les regroupements sociaux. Cardin ne perd pas de vue que cette époque, généralement reconnue comme celle de « la radicalisation du mouvement syndical » et de « la politisation des relations de travail », est marquée par de nouvelles pratiques syndicales et l'élaboration d'un projet de société. Tout en se situant en continuité analytique par rapport à ses prédécesseurs, il se concentre cependant de façon plus précise autour de cinq propositions qui constituent autant de chapitres.

a) Le F.L.Q. n'est pas un épiphénomène : son idéologie, qui d'année en année s'articule autour d'une position nationaliste de plus en plus socialisante, le rapproche des travailleurs et de leurs syndicats ; sa composition et sa pensée s'apparentent au courant de gauche, courant sociopolitique nouveau et significatif dans la société québécoise, notamment dans les syndicats, chez les intellectuels et les étudiants, etc. ; son ouverture stratégique aux syndicats, en dépit d'une critique virulente du « syndicalisme d'affaires », en fait un phénomène qui, si petit soit-il, se situe dans une mouvance sociale réelle et non en extériorité ou à contre-courant.

b) À l'occasion de la Crise d'octobre, les gouvernements ont principalement visé la gauche nationaliste, en l'occurrence tous les mouvements qui de près ou de loin liaient les questions nationale et sociale, soit un certain nombre d'instances syndicales, des comités de citoyens ou groupes populaires, des associations étudiantes, des comités d'action politique (ceux faisant partie du Front d'action politique à Montréal) et même des éléments du Parti québécois. C'est l'époque du second front à la Confédération des syndicats nationaux (C.S.N.) et dans les autres centrales, du débat sur l'indépendance politique du Québec qui ne peut être menée à terme que dans une perspective socialiste et avec les travailleurs, de l'unilinguisme français comme revendication unifiante de tous ces groupes... de sorte qu'il faut voir cette crise comme «l'aboutissement, l'épilogue spectaculaire et douloureux de plusieurs années de durcissement des rapports sociaux». (P. 55.)

c) Le mouvement syndical réagit d'une nouvelle façon : il refuse de se laisser enfermer dans le choix entre le F.L.Q. ou le gouvernement. Mieux, il s'érige en front commun et fait bloc contre les mesures de guerre qui suspendaient les libertés démocratiques.

d) Le Conseil régional de la C.S.N. à Montréal, alors dirigé par Michel Chartrand, aurait manifesté une attitude singulière : le président du Conseil central des syndicats nationaux de Montréal ayant été incarcéré pendant quatre mois, cette instance exprima ouvertement ses sympathies pour le *Manifeste* du F.L.Q.

e) Octobre 1970 eut un impact important sur l'évolution du mouvement syndical : sur son unité, en la renforçant, sur son idéologie, en la radicalisant, et sur ses positions subséquentes quant à la question nationale.

Passer du mémoire ou de la thèse au livre frôle souvent le désastre tant la lourdeur des statistiques, des références, du cadre d'analyse vient brouiller l'essentiel. Tel n'est pas ici le cas. Cardin, ayant pris un certain recul par rapport à sa recherche initiale (environ cinq ans), nous fournit un produit fini d'une autre teneur. La lecture agréable s'associe à une logique qui ne perd rien de sa rigueur tout en séduisant par son style, son accessibilité et son ton alerte. En plus de faire écho aux rares ouvrages sur la question et d'inscrire sa réflexion et son analyse dans une dynamique de «cumulativité», l'auteur va plus en profondeur dans la *connaissance historique* de cette période qu'il situe de 1968 à 1974.

Comme il le dit lui-même, il ne travaille pas avec la sociologie ou la science politique (ce qui est le cas des deux ouvrages cités) mais bien avec l'histoire, ce qui lui permet de mieux fouiller certains éléments : par exemple, la dissidence de syndicats locaux d'avec leur tête, ou encore les points de vue des dirigeants syndicaux à l'égard de la lutte armée préconisée par le F.L.Q., etc. En outre, il donne plus d'amplitude à ces questions puisqu'il étudie l'ensemble du mouvement (C.S.N., F.T.Q. et C.E.Q.) plutôt qu'une seule centrale.

Par contre, la méthodologie pour recueillir les données reste traditionnelle : fouille d'archives des centrales syndicales et des autres organismes conservant certains documents des acteurs du temps ; revue systématique de la presse couvrant cette période (grands médias comme *La Presse* et *Le Devoir*, mais aussi presse interne des groupes et des organisations) ; entrevues avec des informateurs clés, à la fois témoins et acteurs de l'évolution de la société québécoise à ce moment-là et des mouvements étudiés (dirigeants syndicaux essentiellement).

Cette méthode est irréfutable si l'on veut cerner les problèmes à partir d'acteurs inscrits dans la dynamique institutionnelle, les leaders du syndicalisme et du F.L.Q., avec leurs principales décisions et leur prise de parole autour des événements (conférences de

presse, résolutions de congrès ou d'assemblées, débats internes, etc.). Cependant, ce type de cueillette réduit la possibilité d'aller chercher des points de vue plus près, par exemple, des sections locales ou régionales des syndicats. L'appareil syndical, sa production écrite, les décisions des congrès et des conseils généraux, les plates-formes revendicatives, etc. nivellent la vie syndicale jusqu'à un certain point et nous empêchent de mesurer la portée réelle de certains changements.

Sur la première proposition, on peut donner raison à Cardin : il serait dangereux de sous-estimer le courant dans lequel baignait le F.L.Q. On court cependant le risque de surestimer sa présence lorsqu'on lit, par exemple, que «de nombreux felquistes ont été des militants syndicaux de gauche tandis que plusieurs syndicalistes ont montré une certaine sympathie envers la cause du F.L.Q.» (P. 37.) On est tenté de comprendre que les felquistes qui ont milité dans des syndicats ne l'ont fait qu'à la périphérie et pendant une période relativement courte, tandis que les sympathies de syndicalistes ont été bien circonstanciées et circonscrites. L'appui au fameux *Manifeste* n'a toujours porté que sur la fin (la libération sociale et nationale des Québécois), jamais sur les moyens que d'aucuns jugeaient carrément contre-productifs. Il y a eu sympathie et non support. Car le F.L.Q. se trouvait à faire une sorte de pied de nez au pouvoir en place, donnant un numéro d'équilibrisme sur la corde raide. On regardait le spectacle en se disant qu'il serait malheureux qu'il vienne à s'écraser au sol.

Au sujet de la deuxième proposition, on peut s'accorder avec Cardin pour dire que la jonction du social et du national, qui rapprochait syndicats, groupes populaires, étudiants et nationalistes, est devenue la véritable menace pour les gouvernements au moment de la Crise d'octobre. Souhaitons que des études poussent plus loin la recherche des facteurs qui ont permis cette jonction. La conjoncture économique de l'époque, les insuffisances des règles du jeu démocratique, les écarts sociaux et la donne ethnique, principaux éléments explicatifs de l'auteur, ne me satisfont pas entièrement. Il faut des explications plus spécifiques, de portée moyenne, pourrait-on dire. Pour n'en mentionner qu'une, je dirais que l'arrivée massive d'une jeune génération de militants dans tous ces mouvements s'est avérée déterminante, ce qui justifierait que la gauche ait appuyé les visées sociales d'un manifeste au populisme impayable tout en les dissociant des moyens proposés.

Concernant la troisième proposition, la démonstration que Cardin fait du courage des directions syndicales est une observation fort significative. On leur reconnaît d'avoir pris une position qu'elles savaient devoir rencontrer une forte opposition dans leurs rangs. Surtout que la thèse plus ou moins explicite qui a circulé abondamment durant les années 1970 cherchait à nous faire croire que les dirigeants syndicaux sont toujours prudents et modérés, et, bien entendu, en retard par rapport à leurs propres bases. Il est donc possible de voir le syndicalisme prendre des risques, grâce aux gestes posés par des chefs audacieux. Justice est ainsi rendue à quelques-uns qui ont joué un rôle de premier plan dans ce contexte extrêmement difficile : Marcel Pepin, Fernand Daoust et Michel Chartrand.

À propos de la quatrième proposition, j'ai peu à dire sinon qu'elle est plutôt maigrelette et qu'elle aurait gagné à être plus nette sur la nature de «ce cas spécial» que furent le Conseil central des syndicats nationaux de Montréal et son président. À la fin des années 1960, la tendance plus radicale de la C.S.N. a trouvé au sein du Conseil régional à Montréal une assise de développement. Elle se reconnaissait en Chartrand, dans ses positions sociales et dans sa combativité syndicale. Mais elle se trouvait parfois prisonnière de ses frasques énormes parce qu'à ce moment-là il prenait des risques, sans les mesurer toutefois. La singularité du

personnage devançant la représentativité d'une tendance, il s'est détaché du courant qu'il représentait, mais qui ne pouvait pas l'abandonner.

Quant à la dernière proposition, oui l'incidence d'Octobre 1970 sur le mouvement syndical est réelle. Cardin ne sous-estime pas le mûrissement souterrain précédant le rapprochement entre les organisations syndicales, de même que les autres facteurs de politisation, l'État employeur et l'unilinguisme, clé de voûte des mobilisations les plus importantes de cette époque. On reste cependant sur son appétit. Le F.L.Q. aussi, et de façon particulière, a certes eu des effets réels sur l'évolution du mouvement syndical.

Il faut admettre que cet ensemble de propositions est remarquablement bien articulé. Dès lors, il me faut ajouter que ce livre permet aux générations qui n'ont pas vécu cet «électrochoc» d'Octobre 1970 de le sentir de l'intérieur (extraits de témoignages, de documents internes des groupes et des mouvements, reconstitution des événements marquants, etc.) et de le mettre en perspective, ce qui donne une certaine distance critique.

Louis FAVREAU

*Département des sciences humaines,
Université du Québec à Hull.*

Jacques DUFRESNE, *Le courage et la lucidité: essai sur la constitution du Québec souverain*, Québec, Septentrion, 1990, 189 p.

Le grand mérite de l'essai de Jacques DUFRESNE est d'être autre chose qu'un simple livre sur le Québec. L'échec du lac Meech fait couler énormément d'encre, de salive aussi, l'idée de la souveraineté se retrouvant à la mode. En fait, nous sommes obligés, Canadiens et Québécois, de repenser notre avenir et d'envisager les solutions les plus diverses.

Évidemment, il est possible de dire que le Canada est un pays qui ne cesse de penser à son avenir, tellement qu'il en oublie son présent. Il n'a jamais d'avenir parce que son présent n'est jamais véritablement pensé.

Il convient donc parfois de changer sa vision des choses, de lire l'histoire du Canada et l'histoire du Québec avec en mains les manuels d'histoire des autres pays. La constitution d'un État n'est jamais réalisable sans comparaison.

Comment «transformer ce pays réel en un pays légal»? Est-il seulement possible de penser le «nationalisme» autrement que comme un simple retour sur soi? Une nation est-elle toujours une illusion narcissique? Le Québec souffrirait-il d'un narcissisme aigu qui l'empêche de s'intégrer dans une communauté plus vaste appelée Canada?

Pour le savoir, pour s'en faire une idée, pour commencer à penser cette question sans se perdre dans des considérations oiseuses ou partisanses, le livre nous propose un vaste tour d'horizon des différentes expériences mondiales.

Le modèle européen, la solution norvégienne, les tentatives de l'Union soviétique, la Confédération suisse s'offrent à nous comme objets de réflexion. Il est possible de penser